

Discours de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, pour l'éloge funèbre de M. Philippe Séguin, à Paris le 11 janvier 2010.

Philippe,

Jamais, jamais je n'aurais imaginé que tu mourrais à 66 ans et que j'aurais à prononcer ton éloge funèbre.

Quand on t'interrogeait sur la mort tu disais : « elle arrivera à un moment où la lassitude et le besoin de repos l'emporteront. J'aimerais mourir dans mon lit, entouré des miens, par un temps ensoleillé. Surtout pas d'obscurité... »

La mort t'a pris par surprise, dans ton lit, un matin d'hiver. Il neigeait...

Au moment où la nouvelle s'est répandue il s'est passé au fond quelque chose d'étrange. Il y a eu comme un grand vide. Ce fut comme si chaque Français découvrait brusquement à quel point ta présence lui était devenue familière.

Figure-toi, Philippe, que nous nous étions habitués à ta voix, à tes éclats de rire, à tes colères, à ton regard, à ton sourire. Et sans que nous nous en soyons rendu compte, ils avaient fini par faire partie de notre vie.

Avec ta disparition, la France ne perd pas seulement un homme politique, député pendant 24 ans, maire durant 14 ans, ministre des Affaires sociales, président de l'Assemblée nationale, chef de parti. Tu en as occupé tous les postes et toutes les fonctions. Mais pour autant, cher Philippe, t'es-tu vraiment senti un homme politique ? L'as-tu jamais été ? Tout dépend de la définition que l'on en donne. Car en entrant en politique, tu n'avais pas choisi un métier. Tu avais cherché à donner un sens à ta vie.

Ta vie, tu n'as cessé d'en remonter le cours. Et jusqu'à la fin, au fond de toi, tu resteras cet enfant, cet enfant qui, un 11 novembre, reçut sur la place de la Résidence à Tunis la médaille militaire de son père.

A sept ans, ta mère te remit un cahier dans lequel elle avait rassemblé les souvenirs de ce père, mort à 23 ans pendant la guerre, à l'entrée d'un petit village du Doubs. Toute ta vie, ton père sera ton héros. A l'école, quand on te demandait la profession de ton père, tu écrivais « mort pour la France ».

Sur la dernière page de son cahier, ta mère avait écrit :

« Voilà mon fils la fin de ton papa. Sois à son exemple brave, courageux, bon, honnête.

Je te laisse ses notes et toutes nos lettres. Voilà ton héritage. »

Jusqu'à la fin, tu resteras cet enfant qu'une mère, veuve à vingt-trois ans, a voulu élever seule, auquel elle a décidé de donner tout son amour, auquel elle a inculqué, jour après jour, des leçons de dignité et de courage.

Elle faisait partie de ces mères qui dans l'épreuve, face aux fins de mois difficiles, apprennent à leurs enfants de ne rien accepter qu'ils ne puissent pas rendre.

Tu resteras cet enfant, cet enfant meurtri qui, à douze ans, fut obligé de quitter la terre qui l'avait vu naître, où il avait grandi. « Etranger sur sa terre natale et intrus dans son propre pays.

Doublement importun. » Tu t'en rappelleras toujours.

A cet enfant, la vie a appris que ceux qui n'ont rien sont ceux qui peuvent le moins transiger sur leur honneur.

« Devoir d'orgueil », diras-tu si souvent.

La soixantaine passée, tu confieras, toi qui étais si pudique : « On m'a souvent dit atypique : c'était bien une manière de me signifier que je n'avais pas une place évidente, dans un pays où je

n'étais pas né, dans une noblesse administrative dont je n'avais pas les titres, dans une vie politique dont je récusais les règles. Alors je me suis raidi dans ma manière d'assumer mes origines, mes responsabilités et mes convictions ».

Devoir d'orgueil.

Devoir de fidélité à l'enfant que tu avais été.

Ton père n'avait pas été décoré de la Légion d'honneur. Alors tu la refusas, parce qu'à tes yeux les services que tu avais pu rendre n'étaient pas à la hauteur de ceux que ton père avaient rendus.

Devoir d'orgueil, devoir de fidélité.

Tu feras l'ENA par vocation. Toi qui, ta vie durant, ne cesseras de pourfendre le conformisme intellectuel, les idées toutes faites, la primauté de la politique, tu garderas de cette école un bon souvenir.

Tu as aimé la France. Tu as aimé la France avec passion.

Si tu l'as tant aimée c'est parce qu'elle était à tes yeux le seul bien de ceux qui n'ont rien. Tu la voulais grande, ouverte, généreuse, exemplaire. Tout ce qui la diminuait ou qui la déshonorait t'était insupportable.

Si tu as été aussi attaché à la République, c'est parce que rien n'était plus important pour toi que de donner à ceux qui n'ont rien la chance de devenir quelqu'un. Et à toi, à toi Philippe, le gosse de Tunis, le pupille de la Nation, le « Petit chose » comme tu disais parfois, la République avait donné sa chance.

Si tu te dévouas autant au service de l'État, c'est parce qu'il était pour toi l'instrument de la justice, la protection des plus faibles, le garant de cette unité française que tu sentais si fragile, le rempart contre ce retour des féodalités locales que tu craignais toujours. Mais cet État tu le voulais impartial, au-dessus des partis, des factions, des clans, des intérêts.

L'État, la Nation, la République, ce fut le cœur de ton engagement. Ces mots, tu ne les as pas seulement réhabilités. Tu les as incarnés. Tu leur as donné ton visage, ta voix. Dans la façon dont tu les prononçais, il y avait une sincérité émouvante qui leur donnait une force particulière.

Vouloir toujours être fidèle à toi-même, ne pas transiger c'était ta manière de faire de la politique. Tu as toujours préféré t'en aller plutôt que d'avoir le sentiment de te renier.

Toi, si redoutable en campagne, tu haïssais le sectarisme. Tu avais choisi le Gaullisme parce que le Général de Gaulle mettait l'État, la Nation et la République au-dessus de la droite et au-dessus de la gauche.

De toutes les fonctions que tu as occupées, celles que tu aimas le plus, ce furent celles qui exigeaient de se placer au-dessus des partis. Tu ne fus jamais plus heureux que comme Maire d'Épinal et comme Président de l'Assemblée Nationale.

Aussitôt élu à la présidence de ton parti, tu renonceras à ton mandat municipal, les deux engagements te paraissant incompatibles.

Et quand tu seras élu à la présidence de l'Assemblée nationale, tu déclareras :

« Nul ne sera écrasé par personne. J'en donne l'assurance formelle ».

Tu tiendras parole.

Premier Président de la Cour des Comptes, tu avais encore mis tes exceptionnelles qualités au service de l'État en donnant à cette institution une aura sans précédent et en engageant une réforme qui bousculait bien des habitudes.

Toi qui puisais tant dans l'Histoire pour nourrir ta pensée, tu n'étais pas un homme du passé mais un homme du présent et du futur. Il t'arrivait parfois d'être mélancolique, jamais nostalgique.

Pas une fonction que tu n'exerças sans vouloir tout changer.

Tu savais que tout ce à quoi tu croyais disparaîtrait si l'immobilisme triomphait.

Tu aimais passionnément la politique et si tu as si souvent démissionné, tu ne l'as jamais vraiment quittée. Tu la jugeais sévèrement mais tu pensais qu'elle était plus que jamais nécessaire si nous voulions rester des femmes et des hommes libres.

Tu aimais passionnément le sport et tu prenais grand soin de ne jamais en faire.

Tu aimais le cinéma. Tu aimais les livres. Mais la politique dévorait tout ton temps. Parce que tu

Tu aimais le cinéma. Tu aimais les livres. Mais la politique devorait tout ton temps. Parce que tu la prenais au sérieux. Tu étais exigeant. Tu te souciais du moindre détail. Tu ne supportais ni l'improvisation ni l'approximation.

Tu aimais les gens. Tu les aimais à ta façon mais tu les aimais parce que profondément tu les respectais.

Au fond, Philippe, tu as été heureux. Tu as eu la vie que tu t'étais choisie. Tu avais une famille que tu aimais et qui t'aimait...

Alors, qui saura jamais pourquoi toi qui aimais tant la vie tu étais parfois si triste ? Qui connaîtra jamais toutes les peines secrètes que tu portais en toi et qui de temps en temps assombrissaient ton visage ?

Meurtri, blessé, tu l'as souvent été. Tu t'en es consolé en te mettant au service des autres, en prenant fait et cause pour les plus modestes. Ceux-là, quand tu es mort, ont bien senti que tu les avais aimés.

De toi il ne restera ni une théorie, ni une doctrine. Il restera le souvenir d'une vie, d'une vie dans laquelle beaucoup de Français peuvent se reconnaître parce qu'elle exprime mieux que tout au monde ce qu'est notre pays au plus profond de lui-même.

Alors aujourd'hui, dans cette cour des Invalides, dans ce cadre solennel où tu aimais tant ressentir la grandeur de la France, je veux te rendre l'hommage solennel de la Nation que tu as servie avec tant de noblesse et tant de dévouement. Et puis, mon cher Philippe, tu iras dormir, dormir paisiblement au bord de ta chère Méditerranée, sous le ciel bleu et le soleil. Surtout pas d'obscurité.

A ta femme Béatrice, à tes enfants, Patrick, Catherine, Pierre et Anne-Laure, à tes petits enfants qui te pleurent, je veux dire la peine et la tristesse de tous ceux qui t'ont aimé.

Leur douleur est la nôtre.

Qu'il me soit permis de leur dire mon amitié.

Tu vas nous manquer.

Tu manqueras à chacun d'entre-nous.

Mais le petit enfant meurtri de Tunis continuera longtemps encore à parler à chacun de nous de son père héroïque, de sa mère institutrice, de son devoir d'orgueil, de la France, de la République, et de ce que nous leur devons.

Alors laisse- moi te dire, Philippe, une dernière fois, devant ton cercueil recouvert, comme jadis celui de ton père, du drapeau tricolore, ces mots que tu aimais tant, ces mots qui avaient pour toi un sens si profond que tu n'arrivais pas à les prononcer sans être ému. Oui, mon cher Philippe :
Vive la France.

Et vive la République.